Caritas Africa

Info

Bulletin trimestriel d'information des Caritas d'Afrique

N° 47

Juillet-Septembre Année 2021

Sommaire

Juillet-Septembre 2021

EDITORIAL 3
MOT DE L'EVEQUE PRESIDENT 4

NOUVELLES DES ZONES 5

- Message pastoral du Secrétariat des Évêques catholiques du Soudan du Sud 5
- Message du Comité permanent de la Zone IMBISA aux Évêques, au clergé et à toutes les personnes de bonne volonté de la Région IMBISA 8

ENGAGEMENTS DE CARITAS D'AFRIQUE

Professionnalisation et identité de Caritas 10
- Burundi. Le nouveau Secrétaire Général de Caritas prend fonction 10

Préparation et Réponse aux Urgences 12
- Sierra Leone. Caritas Freetown nourrit les habitants des bidonvilles touchés par l'incendie de Kroo Bay 12
- Soudan du Sud. Appel humanitaire des Évêques 14

Développement humain et intégral 15
- Niger
  - Quand la lutte contre la Covid-19 permet de mettre fin à la mendicité 15
  - Niger-Nigeria. S'enrichir mutuellement par nos expériences sur le vivre ensemble et le dialogue interreligieux 17
- Rwanda. Ils ne s'inquiètent plus pour leur survie 19
- Congo Kinshasa. Maï-Ndombe : Caritas Inongo facilite l'enregistrement des enfants à l'état-civil 21
- Togo. L'État et l'OCDI Caritas Togo main dans la main 22

NOUVELLES DU SECRETARIAT EXECUTIF REGIONAL 23

DOSSIER. 24

Bonne pratique. Sénégal : approche Ménage et résilience des populations vulnérables 24

Photo de couverture

CADEV Niger a formé les personnes à mobilité réduite à la fabrication de savon liquide.

(avec l'autorisation de CADEV Niger)

Caritas Africa *Info*

Bulletin trimestriel d'information publié par le Secrétariat Exécutif Régional de *Caritas Africa*

735 Bd des Armées, Tokoin Séminaire, Lomé - Togo

Tél. + 228 22 21 29 37 - secaf@caritas-africa.org - www.caritas-africa.org

Directeur de Publication : Mgr Gabriel Justice Yaw ANOKYE, *Archevêque Métropolitain de Kumasi, Évêque Président de Caritas Africa*

Rédacteur en Chef : Albert MASHIKA, *Secrétaire Exécutif Régional de Caritas Africa*

Secrétaire de Rédaction : François Y. AMEDE MEGNAN, *Manager Gestion des Connaissances et Communication, Caritas Africa*

EDITORIAL

Les Normes de Gestion de Caritas Internationalis, un vêtement de noce !

Depuis janvier 2021, la Confédération Caritas est engagée dans le deuxième round de la mise en œuvre des Normes de gestion révisées, incluant la norme sur la Sauvegarde.
Nous ne reviendrons pas sur le bilan du premier round (2015-2019) mais il est important que Caritas Africa et ses organisations membres s'engagent davantage dans la mise en œuvre de ces Normes afin d'accomplir efficacement la mission qui leur a été confiée à savoir **« Aider l'Église en Afrique dans la réalisation de son ministère de charité et de justice en aidant les pauvres et les plus démunis, en répondant aux urgences humanitaires, en promouvant le développement communautaire et la résilience et le plaidoyer pour la paix et le respect des droits de l'Homme selon l'Évangile et les Enseignements de l'Église Catholique ».**

L'accomplissement de cette mission exige de s'assurer que la charité est gérée conformément aux exigences de l'enseignement de l'Église et aux intentions des fidèles et que les normes prévues par les autorités civiles sont également respectées. C'est ici que les Normes de Gestion de Caritas Internationalis se présentent comme un moyen de s'acquitter efficacement de l'œuvre de la charité dans la mesure où le professionnalisme et la dimension du cœur donnent une signification spirituelle à l'œuvre de la charité de l'Église comme Corps du Christ dans la compassion avec les pauvres.

Ces normes sont nécessaires pour garantir la responsabilisation, la transparence sur la manière dont la mission confiée à Caritas est remplie. Elles sont surtout un moyen pour la bonne gouvernance parce qu'elles ouvrent la possibilité d'anticiper les problèmes et d'y répondre dans les délais. Il est donc nécessaire de s'y conformer.
Cependant, si une Caritas ne s'y conforme pas, elle risquerait de se retrouver dans une situation comparable à celle de la Parabole des noces : **« Le roi entra pour examiner les convives, et là il vit un homme qui ne portait pas le vêtement de noce. Il lui dit : « Mon ami, comment es-tu entré ici, sans avoir le vêtement de noce ? ». L'autre garda silence. Alors le roi dit aux serviteurs : « Jetez-le, pieds et poings liés, dans les ténèbres du dehors ; là, il y aura des pleurs et des grincements de dents. »** *(Mt. 22 : 11-13).*

Appliqués au contexte qui fait l'objet de cette réflexion, les pleurs et les grincements de dents, n'est-ce pas la perte de la crédibilité et de la confiance dont une organisation jouissait ? Et l'accès aux ressources ne risque-t-il pas de lui être encore plus compliqué ?

N'attendons donc pas que cela nous arrive !

Albert MASHIKA
Secrétaire Exécutif Régional
Caritas Africa

MESSAGE DE L'EVEQUE PRÉSIDENT

Construire durablement : une quête pour Caritas Africa

Chers frères et sœurs
Bien-aimés de Dieu,
La paix soit avec vous !

Le 24 septembre 2021, Caritas Africa a publié trois (3) documents de grande qualité qui démontrent, si besoin est, que notre Secrétariat Exécutif dispose de potentialités énormes en matière de compétences pour appuyer les Caritas nationales à relever les défis de la pauvreté, de l'insécurité alimentaire, du changement climatique et des urgences auxquelles elles sont confrontées. Dans la foulée et consciente de ses ressources financières insuffisantes et très limitées, le Secrétariat exécutif a organisé le 27 septembre 2021 une Table Ronde avec les partenaires pour les inviter et les encourager à soutenir, sous diverses formes, son travail de renforcement de capacités et de porte-voix du réseau Caritas en Afrique. Bien avant cela, il avait organisé au mois de juillet (16 et 23) en collaboration avec Caritas Internationalis deux (2) webinaires sur la localisation de l'aide humanitaire en Afrique. L'accès aux fonds destinés à l'aide humanitaire sur notre continent est devenu un champ dans lequel compétissent en même temps Caritas nationales, Caritas diocésaines, organisations humanitaires et mêmes des Caritas occidentales. Une compétition inégale assurément.

Ce qui transparaît à travers ses différentes activités, c'est la volonté de l'équipe du Secrétariat Exécutif de consolider ses acquis et de les pérenniser en disposant de ressources suffisantes. Vous direz que cette question de ressource n'est pas propre à notre Coordination régionale. Cela est vrai. Mais ce qui l'est plus encore et qui devrait nous interpeller c'est qu'avec le contexte actuel de la Covid-19, les ressources se font rares et se feront certainement plus rares jour après jour. Les bailleurs, eux-mêmes confrontés à la Covid-19, regardent maintenant dans leur environnement proche ; la priorité est accordée à l'interne, sauver et arranger d'abord autour de soi ce qui peut l'être avant de se tourner vers l'extérieur si tel qu'il reste encore quelques ressources. Si hier, on pouvait recevoir facilement l'aide de l'extérieur parce que les bailleurs vivaient dans un environnement « sécurisé », aujourd'hui cela n'est plus cas. C'est cela la nouvelle donne. Et cette situation crée plus de vulnérabilité non seulement chez les personnes qui vivaient de l'aide mais aussi dans nos organisations et institutions. Que faire ? baisser les bras et les regarder mourir à petit feu ? ou bien retrouver nos manches, changer de stratégie pour devenir résilient ?

Caritas Africa se bat pour devenir résilient et le démontre suffisamment. Mais les efforts de la seule Équipe Régionale ne peuvent pas suffire. Les Organisations Membres (OM) qui parfois mobilisent plus de ressources que le Secrétariat régional, doivent se mobiliser pour aider le Secrétariat régional. Il nous faut mobiliser les ressources localement et ensuite, nous pouvons solliciter des compléments auprès de nos partenaires. Dépendre uniquement d'eux conduira notre organisation vers sa fin. Chacun doit s'interroger. Que puis-je faire pour garantir à notre organisation une assise solide qui lui permettra de fonctionner ? En disant cela, je ne fais que lancer la balle. Elle est dans le camp de tous. Saisissons là et avançons vers le but avec l'assurance que la victoire sera au bout de la volonté d'abord, de l'effort ensuite, et de la persévérance pour couronner le tout. Que Dieu nous y aide.

+ Gabriel Justice ANOKYE
Archevêque Métropolitain de Kumassi (Ghana)
Président de Caritas Africa

MESSAGE PASTORAL DU SECRETARIAT DES EVEQUES CATHOLIQUES DU SOUDAN DU SUD

Un appel au "leadership serviteur" dans notre nation

Jésus les appela et leur dit : *"Vous savez que, chez les Gentils, les chefs les dominent, et que les grands font sentir leur autorité. Au milieu de vous, cela ne doit pas arriver. Non, celui qui veut devenir grand parmi vous doit être votre serviteur, et celui qui veut être le premier parmi vous doit être votre esclave, comme le Fils de l'homme est venu, non pour être servi, mais pour servir, et donner sa vie en rançon pour la multitude". (Matthieu 20:25-28)*

Préambule

Nous, évêques catholiques du Sud-Soudan, réunis à Juba les 14 et 15 septembre 2021 en présence du Nonce apostolique, l'Archevêque Bert van Megen, et du Chargé d'Affaires, Mgr Ionut Paul Strejac, envoyons nos salutations et nos bénédictions aux dirigeants et au peuple du Sud-Soudan, alors que nous nous rencontrons pour prier et réfléchir sur les *" Signes des temps " (Gaudium et spes, 4)* et pour discerner la voie à suivre pour notre Église locale. Nous souhaitons encourager tous nos fidèles, ainsi que nos collaborateurs bien-aimés, les agents pastoraux - prêtres, religieux et laïcs, autochtones et missionnaires. Nous participerons pleinement au processus synodal initié par le Saint-Père afin que la voix de l'Église du Sud-Soudan soit également entendue dans l'Église universelle.

Nous rendons grâce à Dieu, à notre Saint Père le Pape François, au Nonce Apostolique et au Chargé d'Affaires sortant Mgr Mark Kadima pour la nomination de nouveaux évêques au Sud Soudan. Depuis de nombreuses années, plusieurs diocèses sont vacants, ce qui a réduit notre capacité à jouer pleinement notre rôle dans notre nation et dans la famille œcuménique du Conseil des Églises du Sud-Soudan. Notre réunion d'aujourd'hui, longtemps retardée par les précautions de COVID-19, est un signe et un gage de notre désir et de notre capacité à jouer à nouveau un rôle majeur pour apporter la justice, la paix et la durabilité à notre nation bien-aimée en tant que serviteurs du Seigneur. Nous avons écouté notre peuple fidèle, et nous lui offrons l'espoir de répondre à ses préoccupations.

Nous saisissons cette occasion pour honorer et nous souvenir de notre icône, l'archevêque émérite Paolino Lukudu Loro MCCJ, qui a été rappelé à la maison par son Père céleste depuis notre dernière réunion. Il a été un dirigeant fidèle de l'Église, un fervent partisan de la collaboration de la famille œcuménique, un défenseur intrépide des pauvres et des opprimés pendant les années de guerre et de persécution, et il a joué un rôle majeur dans les divers processus qui ont conduit à la signature de l'APG et à l'indépendance finale du Sud-Soudan. Que sa vie de serviteur du Seigneur soit une source d'inspiration pour nous tous, alors que nous suivons ses traces et construisons sur les fondations qu'il a posées. Que son âme et les âmes de tous les fidèles disparus reposent en paix, amen.

Nous condamnons sans réserve le meurtre, le 16 août 2021, de nos deux chères Sœurs du Sacré-Cœur Mary Daniel Abbud et Regina Roba, ainsi que de leurs compagnons de voyage sur la route Juba-Nimule. Tout en appelant au pardon et à la réconciliation, nous demandons également que les meurtriers soient identifiés et tenus de rendre des comptes. Nous rejetons le langage des "tireurs inconnus" ; la communauté locale sait généralement qui sont les tueurs, mais on les laisse s'échapper en toute impunité. Nous rejetons les tentatives d'utiliser cette tragédie pour faire dérailler le processus de paix. Nous sommes également indignés par d'autres attaques contre l'église et son personnel, notamment la fusillade de l'évêque élu Christian Carlassare à Rumbek. Nous rappelons le meurtre de notre chère Sr Dr Veronika à Yei en 2016, du facilitateur régional du Conseil des Églises du Soudan du Sud à Malakal, Juliano Ambrose Otwali, tué en novembre 2020, du père jésuite Victor Odhiambo à Rumbek, et d'autres membres du personnel de l'Église. Une fois encore, nous appelons au pardon et à la réconciliation pour ces actes honteux, mais aussi à ce que les responsables soient tenus de rendre des comptes. Nous condamnons également les attaques contre les biens de l'église. Nous rejetons l'intimidation.

Préoccupations et recommandations

En effet, le personnel des églises n'est pas le seul à subir la violence. Notre pays est censé être en paix, mais beaucoup de nos citoyens sont confrontés à la violence au quotidien. En ce moment même, des personnes sont tuées et déplacées autour de Tombura et dans le reste de l'Equatoria occidental, et ailleurs. Les gens vivent toujours dans la peur dans les camps de l'ONU. Nous rappelons au gouvernement son devoir d'assurer la sécurité de la population, mais nous l'exhortons également à ne pas simplement créer plus de violence en utilisant l'appareil de sécurité. Il y a des raisons pour lesquelles les gens se tournent vers la violence, souvent parce qu'ils n'ont pas accès à l'eau potable, à la nourriture, au logement, aux

soins de santé, à l'éducation et à d'autres services de base. Il est du devoir du gouvernement de créer un environnement économique où ces besoins fondamentaux sont disponibles pour la population et où les citoyens ordinaires et les membres des services de sécurité ne seront pas tentés de recourir à la violence simplement pour se nourrir et nourrir leurs familles. Nous conseillons au Président de travailler avec diligence pour améliorer l'économie comme il l'a promis. Nous souhaitons insister sur la question de la terre. La paix et la justice ne peuvent advenir tant que les terres des gens sont occupées, qu'il s'agisse de terres privées d'un individu ou de terres appartenant à une communauté particulière. Nous notons le manque d'infrastructures et d'institutions dans de nombreux États, ce qui contribue à la fois à la violence et à la pauvreté de la population.

Nous sommes préoccupés par le mépris de la vie humaine dans notre nation. Les gens meurent, que ce soit par la violence ou par négligence, et cela semble être simplement accepté. Nous insistons sur le fait que toute vie humaine est sacrée. La culture de la mort doit être convertie en une culture de la vie où chaque être humain est valorisé.

Nous appelons à des solutions non-violentes à tous les conflits, tant nationaux que locaux. Notre Saint-Père, le Pape François, dans son message pour la Journée mondiale de la paix 2017 "*La non-violence : Un style de politique pour la paix" cite son prédécesseur le Pape Paul VI, "*
La paix est la seule vraie direction du progrès humain - et non les tensions causées par des nationalismes ambitieux, ni les conquêtes par la violence, ni les répressions qui servent de pilier à un faux ordre civil" et continue, *"La violence n'est pas le remède pour notre monde brisé. Contrer la violence par la violence conduit au mieux à des migrations forcées et à d'énormes souffrances, parce que d'énormes quantités de ressources sont détournées à des fins militaires et loin des besoins quotidiens des jeunes, des familles en difficulté, des personnes âgées, des infirmes et de la grande majorité des gens dans notre monde. Au pire, cela peut conduire à la mort, physique et spirituelle, de nombreuses personnes, voire de toutes."* Nous appelons nos dirigeants, tant au gouvernement que dans l'opposition, nos forces de sécurité et nos citoyens à tenir compte des paroles du Saint-Père et à chercher à résoudre les conflits dans notre pays par des moyens non violents. *"Ils martèleront leurs épées pour en faire des socs de charrue et leurs lances pour en faire des faucilles" (Isaïe 2:4).* Nous insistons pour que notre pays ne soit jamais ramené à la guerre, que ce soit par le gouvernement ou l'opposition.

Nous avons été profondément touchés par le geste inattendu du Saint-Père, qui a embrassé les pieds de nos dirigeants politiques, une véritable bénédiction. Mais nous constatons avec tristesse qu'ils n'ont pas été suffisamment touchés par son humble exemple et que, jusqu'à présent, ils n'ont pas fait preuve de la volonté politique de paix ; la violence persiste. Nous prions pour qu'ils trouvent en eux la force de prendre les mesures nécessaires pour apporter une paix véritable à notre peuple qui souffre. Les lectures bibliques de dimanche dernier nous présentent un modèle de leadership qui n'est pas axé sur le partage du pouvoir et la violence, mais qui est humble et désintéressé, comme l'exemple donné par notre Saint-Père. *"J'ai offert mon dos à ceux qui m'ont frappé, mes joues à ceux qui m'ont arraché la barbe ; je n'ai pas détourné mon visage de l'insulte et du crachat" (Isaïe 50:6)* et *"il commença à leur enseigner que le Fils de l'homme était destiné à souffrir cruellement, à être rejeté par les anciens, les grands prêtres et les scribes, à être mis à mort et à ressusciter après trois jours...". Si quelqu'un veut être mon disciple, qu'il renonce à lui-même, qu'il se charge de sa croix et qu'il me suive" (Marc 8, 31-34).*

Nous demandons que le R-ARCSS soit pleinement mis en œuvre, et nous exprimons notre frustration face à la lenteur de cette mise en œuvre, mais nous notons également que la paix véritable ne s'obtient pas simplement en signant un papier ou en partageant le pouvoir entre les élites. Les cœurs doivent être changés et les causes profondes des conflits doivent être traitées. Comme nous en avons informé le Président lors d'une récente réunion, l'Église catholique souhaite être davantage impliquée dans le processus de paix. Nous appelons à un processus inclusif, incluant tous les acteurs, même ceux qui n'ont pas signé le R-ARCSS. Nous saluons la médiation du groupe catholique Sant'Egidio, à l'invitation du Saint-Père à Rome, qui tente de négocier un accord avec toutes les parties, signataires et non-signataires. Dans le même temps, nous nous opposons aux efforts visant à saper ce processus. Nous pensons que les récentes scissions et défections dans l'opposition et le style conflictuel de la politique sont source d'instabilité et constituent une menace pour la paix. Nous reconfirmons également notre engagement envers le plan d'action pour la paix du Conseil des Églises du Sud-Soudan, et nous avons l'intention, une fois de plus, d'y jouer un rôle plus actif. Nous recommandons les valeurs évangéliques de notre enseignement social catholique, notamment le respect de la dignité de la personne humaine, la subsidiarité, la solidarité, le bien commun et l'option préférentielle pour les pauvres, ainsi que les vertus de charité, de tempérance et de prudence.

Nous sommes préoccupés par le rétrécissement de l'espace civique dans notre nation. Nous demandons la liberté de la presse, la liberté d'expression, la liberté de

parole et de réunion, afin que toutes les voix puissent être entendues. Nos dirigeants doivent écouter les voix du peuple telles qu'elles sont exprimées dans le cadre du dialogue national et par l'intermédiaire de l'Église, de la société civile et des chefs traditionnels, et en particulier des jeunes et des femmes.

Nous prions pour tous ceux qui sont morts ou qui ont souffert du COVID-19, et nous avons déjà produit une prière que notre peuple récite à chaque messe. Nous exhortons les gens à ne pas se laisser tromper par les "fake news" et les rumeurs sur l'efficacité des vaccins. Nous nous alignons sur le Saint-Père et sur de nombreuses autres conférences épiscopales catholiques qui conseillent à chacun de se faire vacciner et de prendre des précautions raisonnables comme le port de masques et le maintien d'une distance sociale. Nous rappelons les récents propos du Saint-Père selon lesquels se faire vacciner est "un acte d'amour... une manière simple mais profonde de promouvoir le bien commun et de prendre soin les uns des autres, en particulier des plus vulnérables" et nous remercions le Pape François et le Pape émérite Benoît XVI d'avoir donné l'exemple public de la vaccination. Notre enseignement social catholique nous appelle à œuvrer pour le bien commun, et nous avons tous la responsabilité de nous protéger, mais aussi de protéger les autres.

Alors que le Sud-Soudan est confronté à des inondations, à la pollution de l'environnement, à la déforestation et au déclin de la faune sauvage, nous rappelons que le soin de la création est une autre des valeurs de l'enseignement social catholique. Alors que le monde entier est confronté à un changement climatique aux proportions de crise, nous appelons notre gouvernement et nos citoyens à protéger et à nourrir la création de Dieu.

Nous sommes attristés par la situation humanitaire au Sud-Soudan. En plus des inondations, des millions de personnes souffrent de la faim. Les réfugiés et les personnes déplacées ont besoin de ressources alors qu'ils rentrent chez eux dans certaines régions, tandis qu'ailleurs, d'autres sont encore déplacés. Nous remercions nos agences Caritas et la communauté internationale pour leur aide, mais nous les exhortons également à accroître leur soutien.

Bénédiction

Nous prions pour que tous ceux qui occupent des postes de direction, que ce soit au sein du gouvernement, de l'opposition, des organes de sécurité, de la société civile et même de l'Église, se souviennent que la direction ne consiste pas à partager le pouvoir mais à servir Dieu et ses semblables. Nous prions pour vous tous en ces temps difficiles. Nous souhaitons encourager tous nos fidèles et toutes les personnes de bonne volonté, en particulier nos sœurs et frères œcuméniques et interconfessionnels, à être forts dans la foi et l'espoir et à continuer à œuvrer pour la justice et la paix. Que Dieu vous bénisse tous.

Donné à Juba ce quinzième jour de septembre 2021.

MESSAGE DU COMITÉ PERMANENT DE LA ZONE IMBISA AUX ÉVÊQUES, AU CLERGÉ ET À TOUTES LES PERSONNES DE BONNE VOLONTÉ DE LA RÉGION IMBISA

Les membres du Comité permanent de la Zone IMBISA

Nous, les membres du Comité permanent de l'IMBISA, réunis à Pretoria, en Afrique du Sud, avons réfléchi à la situation de notre Région en cette période marquée par la pandémie de Covid-19. Il nous est apparu clairement qu'un certain nombre de pays traversent une période difficile. Cela est dû à une variété de facteurs, bien que la cause principale semble être liée au manque de bonne gouvernance.

Cela se traduit principalement par un manque de responsabilité, une culture du " tout m'est dû " et une corruption endémique. La pandémie de Covid-19 a aggravé une situation déjà mauvaise dans nos pays. Nous avons été témoins d'actes de corruption liés au détournement de ressources qui étaient destinées à soulager les personnes touchées par la pandémie.

De nombreux jeunes, qui sont restés sur la touche et n'ont pas participé efficacement à l'économie, perdent rapidement l'espoir que les choses changent un jour. En fait, certains de nos pays ont été témoins de scènes troublantes de violence et de pillage à grande échelle. Le résultat final de tout cela est le déplacement des populations. Les pays et les communautés d'accueil, qui ne disposent généralement pas des ressources nécessaires pour subvenir aux besoins des leurs, ont encore plus de mal à faire face à cette responsabilité supplémentaire. Cela entraîne parfois des tensions entre les nouveaux arrivants et la population locale.

Notre Seigneur nous exhorte à être la lumière du monde et le sel de la terre (*cf. Mt. 5:13-14*). Le Pape François ne se lasse pas d'exhorter tout le monde à s'engager sur le chemin de la vraie fraternité humaine où le bien commun peut être promu à tout moment et à tous les niveaux. *"Revenons à la promotion du bien. Chaque société doit veiller à la transmission des valeurs, sinon ce qui est transmis est l'égoïsme, la violence, la corruption sous toutes ses formes, l'indifférence et, en définitive, une vie fermée à la transcendance et retranchée dans les intérêts individuels" (Fratelli Tutti, 113).*

Nous souhaitons donc encourager ce qui suit :

1. **La pratique de la solidarité,** en particulier avec les membres les plus faibles et nécessiteux de la société, les migrants, les réfugiés et autres personnes déplacées. Cela inclut l'attitude d'accueil de ceux qui frappent à nos portes à la recherche de besoins fondamentaux, qu'ils viennent du même pays ou d'autres pays.

2. **Une formation continue à tous les niveaux de l'Église pour promouvoir le bien commun**. Cette formation devrait être proposée en particulier à ceux qui souhaitent assumer des fonctions politiques. *"La politique, bien que souvent dénigrée, reste une noble vocation et l'une des formes les plus élevées de la charité, dans la mesure où elle recherche le bien commun" (Evangelii Gaudium, 205).*

3. **Soutenir les efforts des gouvernements et des autres institutions dans la promotion de la santé publique alors que nous traversons la pandémie.** Nous croyons que c'est un acte d'amour que de se faire vacciner contre le Covid-19 et nous encourageons tout le monde à le faire.

4. **Nous croyons en l'importance de la prière et de l'encouragement pour tous les travailleurs de la santé** pendant la période de la pandémie et pour ceux qui ont souffert de divers maux pendant cette période ainsi que pour ceux qui sont morts.

Même au milieu de tant de difficultés, notre espoir en Christ demeure, car nous ne nous affligeons pas comme ceux qui n'ont pas d'espoir *(cf. 1 Thess. 4:13-14)*. Le Seigneur est avec nous et il n'abandonnera jamais son peuple *(cf. Mt. 28:20)*.

+Lucio Andrice Muandula
Évêque de Xai-Xai, Mozambique
Président de l'IMBISA
10 septembre 2021

IMBISA

INTER-REGIONAL MEETING OF THE BISHOPS OF SOUTHERN AFRICA
ASSOCIAÇÃO INTER-REGIONAL DOS BISPOS DA AFRICA AUSTRAL

IMBISA CENTRE
88 BROADLANDS ROAD
AVONDALE, HARARE.
TEL NO: (+263-4)336775/336908

P.O.BOX EH 99 EMERALD HILL
HARARE, ZIMBABWE
FAX: (+263-4)336909

Burundi

Le nouveau Secrétaire Général de Caritas prend fonction

La cérémonie de passation de charges entre l'ancien et le nouveau Secrétaire Général de Caritas Burundi a eu lieu le mardi 07 septembre 2021 à Bujumbura, la capitale économique, sous le haut patronage de son Excellence Monseigneur Georges BIZIMANA, Président de Caritas Burundi et Évêque du Diocèse de Ngozi, en présence du Comité exécutif et du Conseil de Coordination de Caritas Burundi. Le nouveau Secrétaire Général, l'Abbé Jean Baptiste HAKIZIMANA remplace l'Abbé Jean Bosco NINTUNZE qui occupait ce poste depuis septembre 2012.

L'Abbé Jean Baptiste HAKIZIMANA (à gauche) succède à l'Abbé Jean Bosco NINTUZE au poste de Secrétaire Général de Caritas Burundi. Au milieu Mgr Georges BIZIMANA, Évêque de Ngozi, Président de Caritas Burundi.

Après neuf ans à la tête de la Direction nationale de Caritas Burundi, le personnel établit un bilan positif à mettre à l'actif du Secrétaire Général sortant, l'Abbé Jean Bosco NINTUNZE : « *Depuis son arrivée, Caritas Burundi a connu des progrès remarquables. En témoigne son budget qui n'a cessé d'augmenter : depuis 2017, il est passé de près de 2 105 263 US Dollars à plus de 14 736 842 US Dollars en 2021* », a fait remarquer le représentant du personnel, Astère NDUWAYO lors de son Discours. Tous ces progrès, a-t-il poursuivi, ont été réalisés grâce à la bonne collaboration avec le personnel et au renforcement des relations de partenariat avec les autres organisations internationales dont les Caritas sœurs. Le représentant du personnel a aussi profité de l'occasion pour réitérer au nouveau Secrétaire Général l'engagement ferme du personnel à la bonne collaboration dans la mise en œuvre des projets et programmes de Caritas Burundi pour réaliser toujours plus de progrès.

Prenant la parole, le Secrétaire Général sortant, l'Abbé Jean Bosco NINTUNZE a fait savoir que ces performances sont le résultat d'une stratégie initiée dès son arrivée : « *Nous avons organisé des réunions et des retraites avec le personnel en vue de définir des orientations à prendre pour concevoir des projets visant à faire de Caritas une institution à même de répondre à ses nobles missions. Nous avons entretenu des rêves de faire de Caritas Burundi, une organisation qui ne vit pas de l'assistanat. Nous avions des rêves de développer des activités génératrices de revenus permettant à Caritas d'être une organisation*

autonome. Chemin faisant toutes ces ambitions ont été traduites en réalité ». L'Abbé Jean Bosco NINTUNZE a également précisé que Caritas Burundi compte actuellement plus de 17 600 volontaires et 76 employés dont 27 alignés sur le budget de fonctionnement et 49 sur les projets.

« *En ce jour de passation de service, je suis habité à la fois par un sentiment de satisfaction et de frustration. Satisfaction parce que en s'engageant pour les pauvres, nous avons reçu chaque année des financements et des dons pour soutenir les projets d'assistance et de développement. Frustration parce que nous n'arrivons pas à vaincre la pauvreté* », a conclu l'Abbé Jean Bosco NINTUNZE non sans avoir invité son successeur à faire preuve d'initiatives en explorant des chemins nouveaux qui mènent au développement durable de tous les Burundais à travers un partenariat gagnant-gagnant avec les pauvres d'abord et avec les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) ensuite.

Le nouveau Secrétaire Général de Caritas Burundi, l'Abbé Jean Baptiste HAKIZIMANA se dit confiant et rassure qu'il fera de son mieux pour faire de Caritas une organisation qui met en avant la dignité de la personne humaine dans toutes ses dimensions :

« *Je compte sur la collaboration de tous les acteurs et de toutes les instances administratives : les Évêques, le Comité exécutif de Caritas, les partenaires, les ONG et les Caritas sœurs. C'est cette collaboration qui nous permettra d'apporter des réponses rapides, coordonnées, de qualité en vue de servir les plus nécessiteux dans le respect de leur dignité et dans la subsidiarité* », a-t-il déclaré.

Le nouveau Secrétaire Général de Caritas a aussi demandé au personnel d'être de vrais messagers de Dieu afin d'œuvrer en faveur de cette vision d'être au service des pauvres.

Le Président de Caritas Burundi, son Excellence Monseigneur Georges BIZIMANA a félicité et remercié le Secrétaire Général sortant pour sa clairvoyance et son savoir-faire traduits par le souci de faire de Caritas une institution travaillant de manière professionnelle en répondant aux exigences des partenaires. Au nouveau Secrétaire Général, le Président de Caritas Burundi a souhaité la bienvenue et s'est dit confiant qu'il va bien remplir ses missions.

« *Vous n'êtes pas nouveau. Vous avez été Secrétaire Exécutif de BADEC-Caritas NGOZI. Ce n'est que le champ d'action et le cahier de charges qui viennent de s'élargir. Comptant sur votre formation dans le domaine du social, sur votre savoir-faire et sur le sens de responsabilité de vos collaborateurs, nous sommes confiants que vous serez à la hauteur de vos missions* ».

Claver HAKIZIMANA
Chargé de la Communication

Sierra Leone

Caritas Freetown nourrit les habitants des bidonvilles touchés par l'incendie de Kroo Bay.

Le 25 septembre 2021, Caritas Freetown a commencé à préparer et à distribuer des repas chauds (riz et soupe) à plus de 500 victimes de l'incendie, dont 100 % des enfants de la section incendiée de la communauté de Kroo Bay. Deux sites de cuisson ont été établis au point zéro de l'incendie, appelés Bakery feeding center et Jambo feeding center.

"La situation actuelle reste insupportable pour les victimes qui ont désespérément besoin d'un soutien immédiat en matière de nourriture, d'abris, de vêtements, de soutien pyschologique et de soutien scolaire, les écoles venant de rouvrir. Kroo bay est l'un des plus grands bidonvilles vulnérables de la municipalité de Freetown City, avec des logements informels le long du littoral. Il compte environ 10 989 résidents qui n'ont pas un accès adéquat à l'assainissement et aux services de santé et qui souffrent de malnutrition, causée par la pauvreté et accentuée par la hausse des prix des denrées alimentaires. Kroo Bay a un Conseiller élu démocratiquement sous la supervision du Conseil municipal de Freetown et des chefs locaux supervisés par le Ministère du gouvernement local.

Lamin Turay, l'une des parties prenantes de la communauté, s'est exprimé en ses termes : *"J'ai vécu dans le bidonville de Kroo Bay, mais j'ai toujours eu deux repas par jour, en buvant du thé ou en mangeant des aliments légers le matin et en mangeant un bon repas nutritif parfois tard ou tôt dans l'après-midi avec les membres de ma famille jusqu'à l'incendie inimaginable qui a balayé nos maisons. A la suite de ce drame, je suis maintenant déplacé, sans ressource et je suis affamé avec ma famille".* Maintenant on lui assure qu'un repas est une bonne chose mais il demande s'il y aura la possibilité d'un autre repas et d'une pause thé dans les jours prochains.

Dans ce contexte, le Directeur par intérim de Caritas Freetown, Ishmeal Charles, a répondu que Caritas ne fournit qu'un "repas chaud quotidien", une fois par jour pendant 15 jours sans interruption, qui sera cuisiné et servi sur place. Il a ajouté : *"nous essayons de donner ce que nous avons actuellement et de faire ce que nous pouvons".*

Les repas chauds sont fournis pour calmer la faim des victimes et reconstituer les kilocalories du corps.

Les femmes de la communauté (les Mammy Queens) dirigent la cuisine en collaboration avec le nutritionniste et les bénévoles de Caritas pour s'assurer qu'elles préparent la même chose que les aliments locaux.

Le soutien est assuré par le consortium pour servir l'humanité, composé de la Fondation Tzu Chi, de la Fondation Healey, de Lanyi et de Caritas Freetown. Caritas est le pilier du cluster Alimentation et nutrition créé par l'Agence Nationale de Gestion des Catastrophes (ANGC), représentant le gouvernement de la Sierra Leone.

Le repas chaud quotidien compense le coût de l'alimentation quotidienne des victimes, car les chefs de famille, particulièrement les ménages dirigés par des femmes, ne peuvent plus prétendre aux revenus habituels issus de leurs activités.

Lors des catastrophes similaires passées, Caritas a été soutenue par les Agences de Développement Catholiques (ADC) dans diverses approches d'assistance aux urgences de glissements de terrain, d'inondations et d'incendies.

Au cours des 6 derniers mois, le Conseil municipal de Freetown (FCC) a signalé plus de 10 incendies.

Caritas, en tant que pilier d'enregistrement pour la réponse aux catastrophes de l'ANGC, dispose d'une base de données des catastrophes dans la municipalité de Freetown qui nécessite un soutien urgent.

Nous continuons à servir l'humanité avec soin, respect et avec la dignité qu'elle mérite. Caritas appelle à un soutien et à des actions rapides pour sauver la vie des enfants, des femmes, des mères enceintes et allaitantes, des adolescents, garçons et filles, des personnes vivant avec un handicap, des personnes âgées et des enfants qui vont à l'école. Aucune aide n'est trop petite pour aider ces victimes sans défense.

Rev. Père. Peter A. Konteh
Directeur Exécutif / Directeur national par intérim Caritas Sierra Leone
Peterkonteh.caritas2014@gmail.com
Mobile:- +232 78 175238
Whatsapp:- +1 301 393-7551
Freetown

Soudan du Sud

Appel humanitaire des Évêques

Nous, les évêques du Soudan du Sud, réunis à Juba du 14 au 15 septembre 2021 avec les partenaires de Caritas opérant dans les différentes régions du Sud-Soudan, avons délibéré sur la crise humanitaire en cours au Soudan du Sud. La situation humanitaire sur le terrain reste désastreuse et continue de se détériorer, en particulier après les combats et les meurtres de civils qui ont éclaté à Tambura et dans les zones environnantes dans l'État d'Equatoria occidental depuis juin 2021. Le Soudan du Sud a également été frappé par des vagues d'inondations dans les États de Jonglei, du Haut-Nil, d'Unity et du Bahr Al Ghazal septentrional, entraînant le déplacement de nombreuses personnes dans tout le pays.

Il y a eu un afflux spontané de rapatriés depuis les camps de réfugiés en Ouganda et au Kenya. Les retours volontaires ont été provoqués par des facteurs d'incitation et d'attraction : regroupement familial, possibilités limitées de gagner sa vie et accès insuffisant aux services de base dans les pays d'accueil.

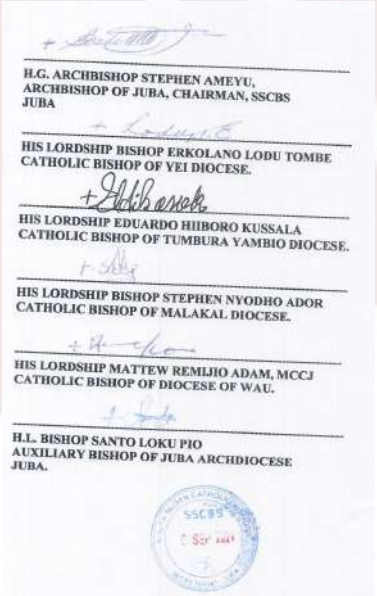
En raison de la crise actuelle, le Soudan du Sud continue d'avoir besoin d'une aide humanitaire urgente couvrant les produits alimentaires et non alimentaires :

- 16 000 ménages (80 000 personnes) touchés par le conflit dans le diocèse de Tambura-Yambio.
- 4 441 ménages (22 205 personnes) rapatriés dans le diocèse de Torit.
- 12 000 foyers (60 000 personnes) touchés par les inondations dans le diocèse de Malakal.
- 6 600 foyers (33 000 personnes) touchés par les inondations dans l'archidiocèse de Juba.
- 7 273 foyers (36 365 personnes) touchés par le conflit dans le diocèse de Yei.
- 5 000 foyers (25 000 personnes) touchés par le conflit dans le diocèse de Wau.
- 7 000 foyers (35 000 personnes) touchés par les inondations dans le diocèse de Rumbek.

Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude et notre appréciation aux membres de Caritas, Act Alliance, les ONGI, les agences des Nations Unies et toutes les personnes de bonne volonté, pour leur soutien inlassable à la population du Soudan du Sud pendant les années de troubles politiques dans notre pays.

Par conséquent, nous, les Évêques catholiques du Soudan du Sud, lançons un appel sincère à tous nos partenaires et aux personnes de bonne volonté pour les personnes vulnérables du Soudan du Sud qui, en ce moment critique, ont besoin d'une assistance humanitaire et d'une résolution pacifique des combats communautaires en cours dans l'État d'Équatoria occidental. Enfin, nous demandons à nouveau aux institutions nationales, aux personnes de bonne volonté et à la communauté internationale d'agir rapidement et sans condition avant que des milliers de vies innocentes ne soient emportées et avant qu'il ne soit trop tard.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter le Directeur exécutif de Caritas Soudan du Sud à l'adresse suivante : director@caritassouthsudan.org, Mobile : +211921005555.


H.G. ARCHBISHOP STEPHEN AMEYU,
ARCHBISHOP OF JUBA, CHAIRMAN, SSCBS
JUBA

HIS LORDSHIP BISHOP ERKOLANO LODU TOMBE
CATHOLIC BISHOP OF YEI DIOCESE.

HIS LORDSHIP EDUARDO HIIBORO KUSSALA
CATHOLIC BISHOP OF TUMBURA YAMBIO DIOCESE.

HIS LORDSHIP BISHOP STEPHEN NYODHO ADOR
CATHOLIC BISHOP OF MALAKAL DIOCESE.

HIS LORDSHIP MATTEW REMIJIO ADAM, MCCJ
CATHOLIC BISHOP OF DIOCESE OF WAU.

H.L. BISHOP SANTO LOKU PIO
AUXILIARY BISHOP OF JUBA ARCHDIOCESE
JUBA.

Niger

Quand la lutte contre la Covid-19 permet de mettre fin à la mendicité

CADEV Niger, avec l'appui technique de la Croix Rouge nigérienne et l'appui financier de CAFOD, a initié à l'intention des personnes à mobilité réduite, une formation à la fabrication de bavettes, de savon liquide et de parfum. Cette initiative a permis aux participants de se prendre en charge et de subvenir aux besoins de leurs familles.

« *Grâce à cette formation de la CADEV-Niger sur la fabrication de bavettes, nous avons totalement et définitivement abandonné la mendicité !* » C'est avec joie et émotion que ces personnes vivant avec handicap témoignent, soulagées de pouvoir subvenir aux besoins de leurs familles en toute dignité. Aujourd'hui, avec plusieurs structures de la place, elles reçoivent des commandes de fabrication de bavettes anti Covid-19 et de savon liquide en grande quantité.

Comme à son habitude, la CADEV-Niger s'est toujours tenue auprès des personnes à mobilité réduite même en cette période de pandémie. Cela est parti d'une sensibilisation suivie de formation sur la Covid-19 à l'endroit des personnes vivants avec handicap (150 handicapés locomoteurs) organisée par la Caritas développement Niger (CADEV bureau diocésain de Niamey) avec l'appui technique de la Croix Rouge nigérienne, dans le cadre des activités du projet NIG 120 financé par CAFOD, (Caritas d'Angleterre et pays de Galles).

Formation à la fabrication de savon liquide

Ainsi dans un premier temps ces personnes à motricité réduite ont été sensibilisées sur les mesures essentielles pour se protéger contre le coronavirus.

Les participants ont également profité de séances de lavage de mains avant de recevoir chacun un récipient adapté au contexte.

Cent (100) d'entre elles plus vulnérables ont reçu des vivres pour affronter cette période difficile liée à la pandémie.

Par la suite, vingt (20) ont été sélectionnées et formées sur la confection de bavettes standardisées. Quinze (15) autres ont été formées également sur la préparation de savon liquide et de parfum.

Sakina Ali, handicapée locomotrice qui vivait de la mendicité témoigne : *« j'ai 40 ans, je suis mère de 3 filles, mon mari et moi sommes handicapés et nous n'avons pour seul revenu que la générosité des autres. Depuis que j'ai participé à cette formation et que j'exerce cette activité de fabrication de savon liquide, Alhamdoullila ! Je rends grâce à Dieu et je ne dirai jamais assez merci à la CADEV-Niger pour cette formation et pour nous avoir offert cette opportunité. J'arrive à subvenir à mes besoins personnels et à ceux de ma famille. Vous pouvez le constater vous-même, je suis toute belle, il y'a un réel changement ; je peux même payer les études de mes 2 grandes filles ».*

Ces activités entrent dans le cadre du projet d'appui aux personnes vivant avec handicap impactées par la pandémie Covid1-9 au Niger initié par CADEV-Niger.

Depuis cette formation, avec un accompagnement de la CADEV-Niger, ces personnes formées en fabrication de bavettes et savon liquide et qui ont abandonné la mendicité reçoivent régulièrement des commandes de bavettes dont la dernière émane de La Croix Rouge pour un gros montant.

Abraham Komi DJAGNIKPO
Chargé de Communication
CADEV-Niger

Formation à la fabrication de bavette

Niger

Niger-Nigéria : S'enrichir mutuellement par nos expériences sur le vivre ensemble et le dialogue interreligieux

Dans le cadre du programme Action pour le pluralisme culturel et religieux au Niger et au Nigeria ("ZAMAN TARE" "Vivre Ensemble"), l'équipe de mise en œuvre au Niger constituée de la Caritas Développement Niger CADEV et CAFOD, a reçu du 30 août au 3 septembre 2021, à Niamey, une délégation du Nigéria composée des membres du Nigeria Inter Religions Council/ Conseil Inter Religieux Nigérian (NIREC) dont 4 leaders musulmans et chrétiens parmi lesquels un Évêque. Le NIRC est l'équivalent du CDIR Niger (Comité de Dialogue Intra et Interreligieux). Cette visite fait suite à celle effectuée précédemment au Nigéria en juin 2021 par l'équipe de CAFOD et CADEV-Niger en compagnie du CDIR Niger. L'objectif est de partager les expériences communes sur la mise en œuvre du programme dans les 2 pays et sur comment le vivre ensemble et le dialogue interreligieux est vécu au Niger et au Nigéria.

Rappelons d'abord que le programme «ZAMAN TARE» qui veut dire «Vivre Ensemble» en langue haoussa langue parlée par la majorité de la population dans les deux pays, vise à promouvoir la tolérance culturelle et religieuse au Niger et au Nigéria afin de renforcer le vivre ensemble au sein des communautés. Il se présente comme une réponse opportune à la consolidation de la paix au Niger et au Nigeria en promouvant la tolérance culturelle et religieuse comme fondement de l'entente, de la rencontre et de la compréhension mutuelle.

Après la période de confinement, la délégation venue au Niger a rencontré les jeunes, les leadeurs coutumiers et religieux au cours de deux journées de conférence riches en partage d'expériences. La délégation a aussi rencontré les responsables de plusieurs institutions religieuses et étatiques dont l'Association Islamique du Niger, l'Archevêché de Niamey, le Khalife de Kiota, la Commission Nationale des Droits Humains et le Médiateur de la République.

A l'Association islamique du Niger

La délégation pour sa première sortie est allée à l'Association Islamique du Niger (AIN) où elle a rencontré son responsable Cheick Djibril Karanta entouré des membres de cette association qui est le premier regroupement de la communauté musulmane au Niger. Les échanges ont porté sur l'expérience du Niger dans la tolérance et le rôle joué par les leaders religieux musulmans pour prévenir les conflits.

La délégation du Nigeria avec les religieux du Niger lors de la conférence

A l'Archevêché de Niamey

La délégation a été accueillie par l'Évêque du diocèse de Maradi, Mgr Ambroise Ouédraogo et le Vicaire Épiscopale de l'archidiocèse de Niamey en charge des questions sociales de l'Église Catholique au Niger et les membres de la Commission diocésaine Islamo-Chrétienne. Les échanges ont aussi porté sur le rôle et la contribution de l'Église au Niger dans la consolidation de la paix et le dialogue interreligieux.

En effet, depuis plusieurs décennies, l'Église Catholique au Niger (ECAN), à travers ses structures, œuvre pour le dialogue inter et intra religieux. Elle est la première à poser les bases du dialogue en allant à la rencontre des leaders musulmans. Elle a initié plusieurs rencontres et formation à l'endroit de toutes les couches de la population, particulièrement les jeunes musulmans et chrétiens qui ont été formés sur le processus du dialogue.

Viste à Kiota

Kiota, situé à 155km au sud-est de Niamey, est le fief de la confrérie de la Tidjania, la branche de l'Islam majoritaire au Niger. C'est la première confrérie musulmane à s'investir dans le dialogue interreligieux au niveau national. Après des échanges enrichissants avec l'actuel Khalife, la délégation est revenue à Niamey avec beaucoup de témoignages sur le vivre ensemble comme lorsque le père du Calife actuel a reçu dans la grande mosquée en plein ramadan et en présence des milliers de fidèles, les évêques de l'Afrique de l'Ouest lors de leur rencontre au Niger.

A la CNDH et à la MEDIATURE de la République du Niger

Au niveau des institutions de la République, la délégation a eu un entretien avec le président de la Commission Nationale des Droits Humain (CNDH), M. Khalid Ikiri.

Avec l'appui des Partenaires Techniques et Financiers, la CNDH a joué un rôle déterminant pour le renforcement de la paix et la cohésion sociale. Depuis 3 ans, elle travaille avec la CADEV Niger dans les régions cibles du projet Zaman Taré. Elle s'engage pour le respect de la Dignité Humaine.

La délégation est ensuite allée à la rencontre du Médiateur de la République où elle a échangé avec son président Maître Ali Sirfi Maiga. Porte-parole des pauvres et défenseur des personnes vulnérables, le Médiateur est une institution indépendante. En cas de conflit, on peut le saisir ou lui-même peut s'autosaisir.

Abraham Komi DJAGNIKPO
Chargé de Communication
CADEV-Niger

Visite de la délégation du Niger au Khalif à Kiota

Rwanda

Ils ne s'inquiètent plus pour leur survie

Depuis janvier 2020, Caritas Rwanda met en œuvre le projet intitulé "Graduation Pilot 2020 : voies vers l'inclusion économique et l'autonomie des réfugiés et de leurs communautés d'accueil au Rwanda". Il vise à améliorer l'autonomie et les moyens de subsistance de 840 réfugiés et communautés d'accueil dans les camps de réfugiés de Nyabiheke et Kiziba et des réfugiés urbains à Kigali en fournissant des services intégrés et multisectoriels, y compris l'alphabétisation financière, la promotion de l'agriculture et de l'élevage générateurs de revenus, la formation professionnelle axée sur la création d'emplois, les liens avec le marché et la fourniture de capital de départ pour la mise en œuvre du plan d'affaires. Le projet a pu atteindre un total de 836 personnes.

Après la clôture de ce cycle SILC, les 19 membres, dont 13 femmes et 6 hommes, ont recommencé un nouveau cycle de 12 mois.

Les autres résultats du projet sont le renforcement de la dignité des populations, la réduction de leur dépendance vis-à-vis de l'assistance humanitaire, l'accès facile aux services financiers, à l'emploi indépendant/aux affaires, à la production agricole/élevage et la fourniture de subventions sectorielles en espèces.

Pour atteindre ces résultats, Caritas Rwanda a organisé et réalisé des formations pour les personnes concernées sur trois modules : La méthodologie SILC (Savings and Internal Lending Communities), l'alphabétisation financière, et la promotion de l'agriculture et de l'élevage. Après la formation, les personnes concernées dont l'âge varie de 18 à 59 ans (vulnérables mais capables de travailler), ont reçu chacune 500 $ de subventions pour gérer une entreprise individuelle selon son plan d'affaires, et toutes les personnes concernées ont été réunies en groupes d'épargne.

Le 14 juillet 2021, l'un des groupes d'épargne créés sur le site de Nyabiheke, le groupe SILC "TWITEZIMBERE - GATSIBO" opérant dans le village de Nyakagarama, cellule de Gatsibo, a clôturé un cycle SILC de 12 mois et a procédé au partage. Ce groupe s'est réuni pendant 53 semaines pour une contribution collective estimée à 1.920$ (environ 1.949.100 Rwf) pour une épargne dont

la valeur est estimée à environ 2.295$ (2.330.300 Rwf). A l'issue du partage, chaque membre a reçu sa part, au pro rata de sa contribution hebdomadaire. Le montant maximum perçu pouvait monter jusqu'à 158$ (160.150 Rwf) et le minimum à 97$ (98.750 Rwf).

Solange Uwimana, 19 ans, est l'une des personnes concernées par le projet pilote qui l'a aidée dans l'élevage du bétail, lui donnant l'opportunité de prendre soin maintenant de sa famille et d'elle-même .

Chaque semaine, elle a cotisé pas moins de 1,98$ (2 000 frw), après avoir pris soin de sa famille bien sûr. Après un an d'épargne, chaque membre de son groupe a reçu sa part en juillet et elle a perçu environ 118$ (120.000 Frw).

"Caritas m'a encouragée à commencer à cultiver et à élever du bétail, en commençant par 5 chèvres et maintenant, à la fin de l'année, j'ai 18 chèvres", dit Uwimana.

Elle ajoute aussi que son objectif est que, dans les six prochains mois, elle puisse acheter une vache qui lui permettra d'avoir assez de fumier pour ses champs et de lait pour sa famille. Elle a donc bon espoir de sortir sa famille de la pauvreté.

Mukakagina Salama, une femme de 40 ans, est également membre du groupe SILC de TWITEZIMBERE_ GATSIBO. Au moment du partage, elle faisait partie des personnes qui ont gagné le plus, puisqu'elle a reçu environ 158$ (160.150 Rwf) avec deux autres personnes. Elle a étendu ses activités agricoles et tire désormais suffisamment de nourriture de ses champs.

Elle dit qu'avec sa famille de 5 personnes, son mari et ses 3 enfants, la vie n'était pas facile avant qu'elle ne commence son projet de culture et de vente de haricots, de maïs et de sorgho.

"Fournir aux enfants des fournitures scolaires et de l'argent a toujours été un grand défi dans ma famille, sans parler de la nourriture et de tout le reste. Mais aujourd'hui, nous pouvons tout gérer sans problème, j'ai récolté plus de 400 kg de haricots cette année, et j'ai commencé à construire une maison familiale de 40 feuilles, je pense la terminer d'ici la fin de l'année", dit Salama.

Après la clôture de ce cycle SILC, les 19 membres, dont 13 femmes et 6 hommes, ont recommencé un nouveau cycle de 12 mois. Ils sont reconnaissants à Caritas Rwanda de les avoir aidés à devenir autonomes et à retrouver leur dignité grâce au projet pilote de remise de diplômes du HCR.

Clarisse UMUHIRE
Chargé de Communication
Caritas Rwanda

Avec les groupes d'épargne, ils peuvent augmenter leurs revenus

RDC

Maï-Ndombe : Caritas Inongo facilite l'enregistrement des enfants à l'état-Civil

Augmenter le taux d'enregistrement des enfants à l'état-civil, enregistrer au moins 12.653 enfants pour la période allant de mars à novembre 2021, à travers 14 sites ciblés dans la province de Maï-Ndombe, accroître la sensibilisation sur l'enregistrement des enfants à l'état-Civil à travers les médias, les écoles, les églises et les contacts avec les maternités (CPN et CPS), tels sont les objectifs du projet « Enregistrement des Enfants à l'état civil » que la Caritas-développement Inongo met actuellement en œuvre grâce à un financement de l'UNICEF. Sont concernés directement, tous les enfants de la Province de Maï-Ndombe âgés de 0 à 3 mois, soit 90 jours après leur naissance.

14 sites ont été ciblés dans 5 territoires de la Province de Mai-Ndombe pour l'exécution de ce projet. Ce sont Kutu, Inongo, Kiri, Oshwe, Mushie.

Après six mois de mise en œuvre (résultat à mi-parcours), soit de mars à août 2021, 7.781 enfants ont été enregistrés dans les différents bureaux de l'état-civil (BEC) de la Province de Maï-Ndombe. Par ailleurs, 140 écoles, 140 églises et 82 maternités ont été sensibilisées sur le bien-fondé de l'enregistrement des enfants à l'état-civil.

En outre, 14 agents de procuration, 14 représentants des églises, 14 représentants des écoles, 14 autorités politico-administratives ont été formés sur cette importance matière, tandis que 16 bureaux de l'état-civil ont été rendus opérationnels grâce au projet EDN.

Les procurations déposées auprès du Bureau de la Caritas-Développement Inongo, les extraits des actes de naissance dans les 14 BEC où s'exécute le projet EDN, les rapports d'activités mensuels des agents de procuration des différents sites, les fiches de suivi de procuration au niveau des maternités et celles des actes de naissance au niveau des BEC sont autant d'indicateurs objectivement vérifiables dudit projet.

Il sied de souligner que la résistance à l'enregistrement des enfants à l'état-civil a été atténuée grâce à la sensibilisation menée par toutes les parties prenantes (écoles, églises, médias, autorités politico-administratives, agents de procuration).

«Actuellement, tout se passe bien et les parents ont compris que faire enregistrer les enfants a un intérêt majeur, spécialement dans le cadre de la succession, des voyages à l'étranger, etc. », rassure le Coordonnateur de la Caritas-Développement Inongo, Monsieur l'Abbé Emmanuel NDOITE.

Enfin, au nombre des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de ce projet, il y a lieu de citer la complexité de la zone de couverture et l'hydrographie de la province de Maï-Ndombe qui ne facilitent pas l'accès régulier aux différents sites retenus. A cela s'ajoute la superstition de certains parents qui refusent encore l'enregistrement de leurs enfants, sous prétexte que c'est de la magie.

Guy-Marin Kamandji
Chargé de Communication
Caritas Congo Asbl

Togo

L'État et l'OCDI Caritas Togo main dans la main

Dans l'optique de réaliser les objectifs du Plan National de Développement (PND), le gouvernement togolais a mis en place et exécute des politiques et programmes au titre desquels le Programme d'Appui aux Populations Vulnérables (PAPV) occupe une place non négligeable. Par le truchement des partenariats, la mise en œuvre de ce programme est confiée à des organisations de la société civile qui soumettent des projets. Au rang de ces organisations figure l'OCDI des sept diocèses du Togo.

Il y a encore peu, l'OCDI et l'État togolais travaillaient parallèlement dans le domaine du développement solidaire et d'assistance. Aujourd'hui, notamment à travers le Programme d'Appui aux Populations Vulnérables (PAPV), nous pouvons dire que nous travaillons ensemble, main dans la main. Ce programme intervient dans plusieurs secteurs de la vie.

Agriculture - Maraîchage. Ce projet consiste à encourager l'entrepreneuriat rural et la prestation des services en milieu rural en équipant les jeunes en tricycles et égreneuse-batteuses d'une part et en accompagnant les maraichers d'autre part.

Hydraulique villageoise. Ce projet vise, pour l'essentiel, la réalisation des ouvrages de forage en milieu rural et péri urbain, les ouvrages d'assainissement en milieu urbain, ainsi que le changement de comportements favorables à la santé.

Apiculture. Ce projet a pour objectif général de contribuer à augmenter les revenus des jeunes à travers l'apiculture dans les zones anacardiers.

Le 5 août 2021, au cours d'une cérémonie, 24 forages ont été remis officiellement aux populations de la zone d'Adjengré, dans le diocèse de Sokodé. Le point fort de cette cérémonie a été la bénédiction des forages suivie de la coupure du ruban symbolique. Les récipiendaires pour leur part, n'ont pas manqué d'exprimer leur reconnaissance à l'État togolais et à l'OCDI Caritas Sokodé.

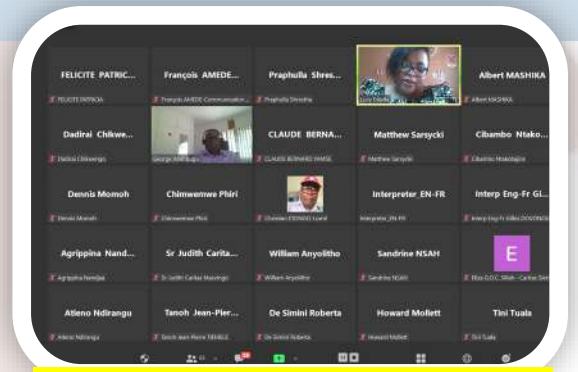
Abbé Jean Piontek
Chargé Communication
OCDI Togo

NOUVELLES DU SECRETARIAT EXECUTIF REGIONAL

Au cours de la période juillet-septembre, le Secrétariat Exécutif de Caritas Africa a réalisé plusieurs parmi lesquelles :

- 16 et 23 juillet : Organisation en collaboration avec Caritas Internationalis de 2 webinaires sur la **Localisation de l'aide en Afrique** avec les interventions de l'OCADES Caritas Burkina Faso, CADEV Caritas Niger, Caritas Ouganda, Soudan du Sud, Belgique, Espagne et de CAFOD. Le webinaire du 16 était destiné aux anglophones et celui du 23 aux francophones.
- 17 août : Organisation d'un webinaire de sensibilisation à la conduite du processus d'évaluation (auto-évaluation et évaluation externe) pour la conformité aux NGCI. Ce webinaire prévu à l'origine pour les Caritas du programme APPROCHE a été élargi aux 46 Caritas de la Région Afrique.
- 30 août-03 septembre : Une auto-évaluation accompagnée de son Cadre Stratégique 2019-2023 suivi de l'élaboration de son Plan Opérationnel 2022-2023. Y ont pris part tous les membres de l'équipe basé à Lomé, Nairobi et Lusaka.
- 09-16 septembre : Un atelier d'appui et de renforcement des capacités de la Coordination des Caritas de la Zone ACERAC (Cameroun, Centrafrique, Congo Brazzaville, Gabon, Guinée Équatoriale, Tchad) dans le cadre du **Programme APPROCHE** (financé par l'Agence Française de Développement (AFD), le Secours Catholique Caritas France (SCCF), Caritas Espagne et des Caritas d'Afrique) et du **projet Sauvegarde** (appui de Caritas Internationalis). A l'exception de la Guinée Équatoriale (absente) tous les autres pays étaient représentés par leur Secrétaire Exécutif/Secrétaire Général/Directeur National, le Coordonnateur des NGCI et le Point Focal Sauvegarde. Cette rencontre a permis de doter cette coordination zonale d'un Cadre Stratégique et d'un Plan Opérationnel pour la période 2021-2023. Cet atelier fut aussi l'occasion pour faire la passation de service entre le Coordonnateur de Zone sortant l'Abbé Kizito Balla ONANA et son successeur l'Abbé Barthélémy NKOA, tous deux du Cameroun.
- 24 septembre : Lancement officiel en ligne de trois documents de travail importants : (1) **La cartographie du travail des organisations Caritas de la Région Afrique** ; (2) **Le guide pour le plaidoyer dans la réduction des risques** et (3) **Les expériences des acteurs religieux dans la gestion des risques, la réponse à la covid-19 et la localisation de l'aide humanitaire**. 64 personnes ont participé à cette cérémonie de lancement de ces trois documents.
- 27 septembre : Organisation d'une Table ronde en ligne avec les Partenaires pour soutenir les actions et activités de Secrétariat Exécutif de Caritas Africa qui a des potentialités mais est limité par des ressources insuffisantes. Caritas Internationalis, CRS, CAFOD, Cordaid, Caritas Germany, Caritas Espagne et Caritas Japon notamment ont participé à cette rencontre qui a réuni 37 participants.

Auto-évaluation Cadre Stratégique de CA



Lancement des trois documents de CA

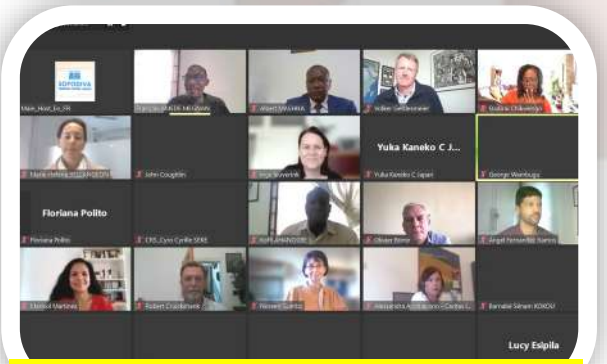


Table ronde avec les partenaires

Atelier ACERAC à Brazzaville

DOSSIER

Partage de Bonne Pratique. Sénégal : approche Ménage et Résilience des populations vulnérables

Cette Bonne Pratique a été partagée par Caritas Sénégal dans le cadre du projet RECHANGE piloté par Caritas Africa et qui a concerné 6 Caritas d'Afrique : Burundi, Congo, RDC, Rwanda, Sénégal et Togo. Ce projet a été financé par EU Aid volunteers pour une période de 24 mois (2019-2021).
Elle porte sur la résilience des populations à lutter contre l'insécurité alimentaire dans un environnement marqué par des cycles de sécheresse et d'inondations.

Contexte

A l'instar des autres pays sahéliens, le Sénégal connait des cycles de sécheresses saisonnières et des inondations saisonnières.

Ces chocs touchent fortement les populations rurales et plus sévèrement encore les ménages les plus vulnérables des populations rurales. Les moyens d'existence des populations rurales notamment les plus vulnérables sont sévèrement affectés. La problématique de l'accès des populations rurales vulnérables à une alimentation en quantité en qualité suffisantes devient complexe. Les populations rurales sont très marquées par les cycles de chocs répétitifs et l'insécurité alimentaire.
Cette situation de précarité est plus visible au niveau des exploitations familiales rurales qui subissent de manière récurrente, les effets négatifs des chocs induits par les cycles de sécheresse et d'inondations saisonnières. La situation de ces ménages est d'autant plus précaire que leur base de production reste très fragile avec : (i) de faibles moyens pour entreprendre des activités économiques, (ii) peu d'accès aux intrants et équipements agricoles de qualité, (iii) accès très limité aux terres arables, (iv) gestion solitaire et irrationnelle des ressources du ménage par le chef de ménage, (v) faible capacité d'innovation et d'adaptation.

Les populations rurales, notamment dans sa composante la plus vulnérable, sont non seulement exposées aux risques de catastrophes mais restent démunies à la survenue des chocs, des risques et des catastrophes. Les interventions portant sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle ont montré leurs limites. Il fallait innover pour contribuer à la résilience des populations vulnérables.

La bonne pratique

L'exposition fréquente des populations rurales à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle a interpelléCaritas Kaolack au Sénégal qui a choisi d'intervenir à une échelle suffisamment proche des ménages ruraux.

L'innovation majeure de l'approche est de mettre l'accent sur l'échelle ménage qui est en fait l'espace de prise de décision et de mise en œuvre des stratégies de sécurité alimentaire et de réponses aux urgences. En plaçant les ménages au cœur de la démarche d'appui à l'exploitation familiale dans les régions de Kaolack, Kaffrine, Fatick et Diourbel, Caritas Kaolack a contribué au renforcement de la résilience des populations vulnérables des régions où l'approche innovante a été mise en œuvre.

Des initiatives conçues et prises en main par des ménages ruraux visant la structuration et la professionnalisation des principales filières agro pastorales favorisant les complémentarités pour une amélioration des revenus ont émergé dans les régions de Kaolack, Kaffrine, Fatick et Diourbel. Les exploitations familiales se trouvent redynamiser grâce au renforcement des capacités des petits producteurs et petites productrices. Des techniques culturales améliorées tenant compte de la préservation des ressources et du climat sont utilisées par les Unités Paysannes appuyées par Caritas Sénégal. Les Unités Paysannes réalisent des projets éco-structurants.

Incidences majeures de la Bonne Pratique

L'approche innovante a contribué dans les régions où elle est expérimentée à :

- l'augmentation de la production agricole dans la plupart des ménages bénéficiaires. Ceci a permis une couverture des besoins céréaliers pour 62,5% des ménages publics cibles directs ;
- la responsabilisation des familles à se prendre en charge et à chercher à se prendre en charge et à se constituer des filets de sécurité grâce aux projets familiaux ;
- la mise en place de systèmes d'anticipation des crises et de gestion des incertitudes assez fonctionnels à l'image du warrantage et des banques céréalières (construction et équipement de magasin céréalier) ;
- l'émergence et le développement de l'épargne pour

permettre aux ménages de compter d'abord sur leurs moyens propres dans le financement de certains de leurs investissements mais aussi de s'ouvrir aux systèmes financiers décentralisés pour satisfaire leurs besoins de financement ;

- l'apparition d'Organisations Paysannes Représentatives qui s'affirment de plus en plus dans le processus de développement local (plaidoyer et lobbying) pour l'amélioration des conditions concrètes d'existence des communautés rurales, entre autres, la sécurisation du foncier ;
- un environnement de production plus favorable et sécurisé, grâce à de petits investissements adaptés (clôtures grillagées, puits, bacs de jardins, petits matériels de transformation).

Facteurs clés de succès de la bonne pratique

L'un des facteurs clés de réussite de l'approche novatrice a été la capacité de Caritas Kaolack à admettre les limites de ses anciennes approches d'intervention d'appui au monde rural.

La forte implication des responsables des Unions Paysannes, des femmes agricultrices et des jeunes ruraux dans la recherche d'alternatives pour renforcer la résilience des ménages vulnérables a facilité l'identification conjointe de l'approche ménage et son appropriation par les publics cibles directs avec qui Caritas Kaolack travaille dans le milieu rural.

Les effets tangibles (accès aux moyens de stockage post-récolte, possibilités de transformation des produits agricoles sur place) ont grandement contribué à l'adoption des pratiques culturales améliorées en lien avec l'approche ménage expérimentée dans les régions d'intervention de Caritas Kaolack.

La structuration de l'équipe de Caritas Kaolack en pools techniques, qui interviennent de manière tournante dans les différentes sous-zones en fonction des problématiques qui émergent au fil de l'eau de la mise en œuvre de l'approche ménage fut également un facteur explicatif de la réussite de la bonne pratique.

Il faudrait aussi souligner que l'approche fut conçue comme un paquet de soutiens aux ménages vulnérables pour leur permettre d'être des acteurs de leur bien-être intégral en temps normal comme en temps de chocs et de crises.

L'essaimage dans le réseau Caritas Sénégal des compétences fondamentales en organisation du monde rural, la préparation et les réponses de secours d'urgence et de réductions des risques, compétences fondamentales acquises par les cadres du Secrétariat national de Caritas Sénégal de plusieurs projets parmi lesquels le projet RECHANGE, a permis à Caritas Kaolack d'innover et d'accompagner les ménages ruraux vulnérables vers une plus grande résilience.

Le cycle de mise en œuvre de l'approche à inclus des rencontres périodiques de réflexion, d'analyse de toutes les parties prenantes pour apprécier de manière collégiale comment sont menées les activités et surtout comment ces activités sont perçues par ceux et celles qui sont à la fois les acteurs, les actrices et les bénéficiaires, de telle sorte que leurs perspectives respectives soient prises en compte. Au terme des échanges, des ajustements furent apportés pour faire mieux.

Caritas Kaolack s'est montrée flexible pour ajuster, décaler voire reformuler certaines activités au regard des réalités et des difficultés rencontrées entre 2018 et 2020, période sur laquelle fut déployée l'approche appui aux ménages ruraux pour renforcer leur résilience.

Un autre facteur ayant favorisé l'efficacité de la bonne pratique est une meilleure connaissance du terrain (maitrise des langues vernaculaires des hommes et des femmes des régions d'intervention de Caritas Kaolack, de la culture et des pratiques locales et une meilleure compréhension des dynamiques locales).

Le découpage de la zone en trois sous-zones agroécologiques pour différencier et offrir des services appropriés à chaque sous-zone a aussi été un facteur de succès de l'approche ménage initiée par Caritas Kaolack.

Parties prenantes

Ont été parties prenantes dans la phase de diffusion entre 2018 et 2020, 1000 ménages. Les Unions Paysannes ont fortement contribué au financement des activités. Elles ont également assuré le suivi et le conseil auprès des ménages avec la mise à disposition de 25 animatrices et animateurs. La Mutuelle d'Épargne et de Crédit (MEC) a été habilitée à mener des activités de micro-crédit. Elle a reçu des fonds pour le financement des projets de vie des ménages et a participé au recouvrement des crédits.

Leçons apprises

- L'approche ménage constitue l'échelle la plus viable pour asseoir les bases durables d'une sécurité alimentaire et de la réduction de la pauvreté et des risques auxquels la plupart des ménages ruraux sont exposés. En effet, comprendre les causes profondes des difficultés vécues par les ménages ne peut se faire ni à travers les groupes élargis, dont les membres ont des préoccupations parfois différentes, ni sur la base

d'extrapolations à partir de modèles prédéfinis.

- L'approche ménage a ses exigences et ses contraintes surtout en temps : il faut donner du temps au temps pour comprendre le fonctionnement du ménage, un temps pour être accepté par le ménage, créer la confiance entre l'accompagnateur technique et le ménage et un autre temps pour jeter les bases d'une collaboration franche et sincère.
- Les Unions Paysannes (UP) constituent des structures représentatives et crédibles pour une meilleure appropriation des projets de développement rural et de relèvement post-crises. En effet, la bonne gouvernance globale qui règne au sein des Unions Paysannes ainsi que la confiance dont les Unions Paysannes bénéficient de leurs mandants font de ces Union Paysannes des interlocuteurs appropriés qui sont associés à toutes les réflexions, décisions concernant le devenir de chaque sous-zone d'intervention.
- La synergie entre acteurs de développement, constitue un maillon important dans la dynamique de développement local. Elle favorise une bonne mutualisation des moyens, des connaissances et optimise les résultats obtenus sur le terrain grâce aux concertations préalables qui ont permis d'éviter des chevauchements, des superpositions et des dispersions des interventions.

Conseils pour l'adaptation et la réutilisation de la bonne pratique

- Il est possible que la bonne pratique initiée et mise en pratique dans le diocèse de Kaolack puisse être réutilisée par d'autres Caritas diocésaines du réseau Caritas Sénégal voir d'autres Organisations Membres (OM) de Caritas Africa.
- La réutilisation doit répondre à l'impératif de contextualisation autrement dit une adaptation aux réalités, aux conditions concrètes d'existence des populations vulnérables du milieu.
- Même dans les zones d'intervention de Caritas Kaolack, il a fallu tenir compte des réalités des sous-zones agroécologiques pour éviter d'appliquer une formule standard de l'approche ménage.
- Connaitre le milieu est un préalable et un effort permanent à consentir. Écouter, observer, participer à la vie des gens : travaux, fêtes, cérémonies, lieux divers où s'échangent les nouvelles est une autre posture cardinale à cultiver.
- Il faudrait inscrire la dynamique dans une perspective d'autopromotion pour que toute action à entreprendre parte des gens des ménages eux-mêmes, de ce qu'ils et elles sont, ce qu'ils et elles ont, de ce qu'ils et elles savent, ce qu'ils et elles veulent faire, de ce qu'ils et elles veulent devenir.

Conclusion

On l'aura deviné à la lecture de ce qui précède, la bonne pratique de Caritas Kaolack est une autre façon de répondre plus efficacement aux problèmes des ménages ruraux notamment la frange des ménages ruraux les plus vulnérables. L'innovation de l'approche ménage a porté sur les méthodes de travail, d'organisation et de services à concevoir et à mettre à disposition avec les ménages ruraux vulnérables et pour les ménages ruraux vulnérables aux fins d'améliorer leur accès aux ressources pour faire advenir des changements positifs dans leur vie quotidienne et les outiller pour faire face aux chocs et aux crises pouvant les affecter.

Contact

Pour obtenir de plus amples informations sur la bonne pratique, prière de contacter :
Caritas Kaolack - Équipe Développement Rural.
E-mail : caritas@orange.sn

Africa Organic
Standards Association

Certificate of Compliance

Organic Production

This is to certify that the

Caritas Zimbabwe Bulawayo

Has been assessed and found to comply with the requirements of:

Certified Organic Produce Agent

A.O.S.A verified through inspection and review of Caritas Zimbabwe Bulawayo operation system's plan and handling plan that Caritas Zimbabwe Bulawayo is in compliance with the Participatory Guarantee Systems and Organic Standards Program

AGENT AND TRADER OF ORGANIC TRADITIONAL SMALL GRAINS SEEDS AND HORTICULTURE PRODUCE

CERTIFICATE NUMBER: 0090

Date of Registration:	3 September 2021
Date of Certification	20 September 2021
Certificate Expiry:	20 September 2023
Re - certification Due (Subject to the Association maintaining its system to the Required Standards)	20 September 2023

Authorised Signatory

Africa Organic
Standards Association

Caritas Zimbabwe a fait un pas en avant en adoptant l'agroécologie conformément à Laudato Si.

Caritas Africa

Secrétariat Exécutif Régional

735 Bd des Armées, Tokoin Séminaire, Lomé

8 BP 8395 Lomé 8

Tél. (228) 22 21 29 37 - 22 22 00 26 - 22 21 99 09

Email: secaf@caritas-africa.org

Web : https://www.caritas-africa.org -

facebook. ; twitter. ; youtube. ; Instagram